

Annexe 1 : Rediriger la responsabilité

(« c'est d'abord aux autres d'agir ») :

Qui a la responsabilité d'agir pour le climat ? Les déclarations politiques peuvent devenir des discours d'inaction si elles éludent délibérément la responsabilité d'atténuer le changement climatique.

L'individualisme en est un exemple frappant : il réoriente l'action climatique des solutions systémiques vers des actions individuelles, telles que la rénovation de sa maison ou la conduite d'une voiture plus propre. Ce discours réduit l'espace de solution aux choix de consommation personnels, occultant le rôle d'acteurs et d'organisations puissants dans l'élaboration de ces choix et l'augmentation des émissions de combustibles fossiles. Cette façon de rejeter la faute peut être explicite : « *Les principes directeurs de Yale reposent sur l'idée que la consommation de combustibles fossiles, et non la production, est à l'origine du problème du changement climatique* » (Université de Yale). Mais elle peut aussi être implicite, comme dans la campagne menée par BP sur les médias sociaux : « *Notre campagne « Connaissez votre empreinte carbone » a réussi à créer une expérience qui a non seulement permis aux gens de découvrir leurs émissions annuelles de carbone, mais leur a aussi donné un moyen amusant de penser à les réduire - et de partager leur engagement avec le monde entier.* »

Il ne s'agit pas de suggérer que les actions individuelles sont inutiles. Mais un discours plus pertinent sur la responsabilité mettrait l'accent sur le potentiel collectif des actions individuelles pour stimuler les changements normatifs et faire pression en faveur d'une réglementation. Il reconnaîtrait également que les réglementations et les changements structurels sont complémentaires du soutien des changements de comportement individuels.

Un deuxième discours largement répandu soutient que d'autres pays ou États produisent davantage d'émissions de gaz à effet de serre et ont donc une plus grande responsabilité. C'est ce que nous appelons « *l'à-quoi-bonisme* ». Les acteurs qui défendent ce discours utilisent souvent des statistiques démontrant leur faible contribution aux émissions mondiales, ou ils pointent du doigt les grands émetteurs tels que la Chine - « *Nous sommes une nation qui produit 1,8 % du dioxyde de carbone mondial, donc je ne comprends pas que l'on ferme nos fonderies d'aluminium, la majeure partie de notre production d'acier et maintenant notre industrie de raffinage...* » (Nigel Farage, homme politique britannique). Les industries et les secteurs peuvent également tirer parti de cet argument. Les organisations de transport appellent le secteur agricole à prendre des mesures prioritaires - « *Un prix du CO₂ pourrait être une bonne idée en principe, mais nous pensons que cela ne fonctionne pas si le secteur du transport terrestre est isolé. Il faut d'abord veiller à ce que l'agriculture soit également incluse* » (citation anonyme, membre du conseil d'administration d'un constructeur automobile) - alors que les organisations agricoles font exactement le contraire - « *Vous vous demandez pourquoi les agriculteurs se sentent visés lorsqu'il s'agit d'action climatique ? Jetez un coup d'œil aux données du rapport climatique de l'@EPAIreland d'hier. Il est clair que la première action climatique que nous pouvons tous faire est d'utiliser des voitures moins gourmandes en carbone. #backingfarming* » (compte Twitter de l'Association des agriculteurs irlandais).

L'une des préoccupations sous-jacentes à ces récits est le problème des « resquilleurs » : à moins que tous les individus, industries ou pays ne s'engagent à réduire leurs émissions, certains bénéficieront des actions des autres. Ce problème est formulé de manière plus explicite dans le discours de *l'excuse du « free rider »*, qui affirme que d'autres profiteront activement de ceux qui prennent les devants en matière d'atténuation du changement climatique - « *[S]i nous cessions complètement d'émettre demain, non seulement cela n'aurait aucun impact, mais il ne fait aucun*

doute que d'autres pays augmenteraient simplement leurs émissions » (Josh Manuatu, président des Jeunes libéraux australiens). Pour Donald Trump, l'Accord de Paris « concerne moins le climat que le fait que d'autres pays obtiennent un avantage financier sur les États-Unis. »

Ces trois discours de « responsabilité redirigée » considèrent le véritable défi que représente l'élaboration d'une réponse équitable et globale au changement climatique. Mais ils posent trop souvent des conditions irréalistes pour agir, laissant entendre que d'autres devraient prendre les devants avant que nous n'envisagions d'agir nous-mêmes. Ce faisant ils minimisent ou éludent les points d'entrée à court terme pour l'engagement et la politique climatique, y compris les avantages considérables obtenus par de multiples entités agissant ensemble à différentes échelles.

L'individualisme :

Résumé : Les individus et les consommateurs sont responsables en dernier ressort des mesures à prendre pour lutter contre le changement climatique.

Stratégie : Ce discours rejette la responsabilité sur les individus, arguant qu'ils doivent prendre les décisions appropriées en tant que consommateurs et électeurs pour lutter contre le changement climatique. L'individualisme évite de discuter de la responsabilité des entreprises et des mesures réglementaires qui seraient nécessaires pour stimuler un changement à l'échelle du système. Il ignore les problèmes de pouvoir et les constellations d'influence (médias, marketing, tarification, etc.) qui façonnent de nombreuses actions individuelles.

L'à-quoi-bonisme :

Résumé : Notre empreinte carbone est insignifiante par rapport à celle de [...]. Il est donc absurde pour nous de prendre des mesures, du moins jusqu'à ce que [...] le fasse.

Stratégie : L'à-quoi-bonisme concentre l'attention sur des auteurs lointains de dommages climatiques sur lesquels l'agent discursif et le public n'ont qu'un contrôle limité (comme la Chine ou des industries difficiles à atténuer). Ce discours exploite souvent la confusion entre les niveaux globaux d'émissions et les émissions par habitant. Ainsi, il est courant d'affirmer qu'un pays ne représente que (par exemple) 2 % du total des émissions mondiales et que sa responsabilité est donc limitée, malgré des émissions historiques ou par habitant élevées. Cette stratégie fonctionne également pour les industries et pour l'intensité en carbone des activités, par exemple lorsqu'elle est utilisée pour minimiser l'importance de l'aviation.

L'excuse du « free rider » :

Résumé : La réduction des émissions va nous affaiblir. Les autres n'ont pas vraiment l'intention de réduire les leurs et en profiteront.

Stratégie : L'excuse des « resquilleurs » propage une vision de jeu à somme nulle de l'atténuation du climat mondial : si nous adoptons des politiques de réduction des émissions, d'autres profiteront activement de nous, par exemple en augmentant la production et l'emploi dans des secteurs polluants, ou en continuant à faire fi des normes mondiales de décarbonation. Elle tire parti de la méfiance à l'égard des pays étrangers et l'encourage. Elle ignore les résultats des accords mondiaux sur le climat et encourage un nivellement par le bas. L'idée que son propre pays est vertueux, juste et qu'il « est trop gentil », tandis que les autres pays sont indignes de confiance et prêts à en profiter, est un ingrédient clé du nationalisme.